

## La tentation du «national-stalinisme» au Venezuela

PAR PABLO STEFANONI  
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 8 AOÛT 2017



Une fresque de Nicolás Maduro à Caracas © Reuters

La gauche latino-américaine et européenne devrait préférer le débat sur le sens de la démocratie plutôt que de se barricader dans une défense aveugle du chavisme qui ouvre la porte à la droite. Une analyse de l'ancien directeur de l'édition bolivienne du *Monde diplomatique*.

En 1920, à l'issue d'un voyage dans la Russie révolutionnaire avec un groupe de syndicalistes ouvriers, l'intellectuel britannique Bertrand Russell écrivit un petit livre (*Théorie et pratique du bolchévisme*) dans lequel il retranscrivit ses impressions sur la récente révolution bolchévique. Il y abordait, avec simplicité et sens de l'anticipation, quelques-uns des problèmes liés à la concentration des pouvoirs et aux risques de bâtir une nouvelle religion d'État. Dans un texte fortement empathique avec la charge colossale reposant sur les épaules des bolchéviques, il soutenait que le prix de leurs méthodes serait très élevé et que, même en payant ce prix, le résultat était incertain. Dans ce raisonnement, on retrouve la plupart des difficultés du socialisme soviétique et de ce qu'il est devenu au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

Cent ans après ce manifeste libertaire, il n'est pas inutile de revenir sur ces problèmes. Surtout parce que la tension entre démocratie et révolution demeure d'actualité bien que, en général, elle se manifeste plus comme une farce que comme une tragédie, du moins dans certaines analyses de la conjoncture latino-américaine. Le cas vénézuélien est le plus dramatique,

car il s'agit de la première expérience autoqualifiée de socialiste et victorieuse depuis la révolution sandiniste de 1979. Ne serait-ce que pour cela, elle mérite qu'on y prête attention. De surcroît, il est possible que son échec ait des conséquences similaires à celles de la défaite sandiniste de 1990, voire pires. Cependant, les analyses font souvent défaut et sont généralement remplacées par des discours pamphlétaires qui ne sont rien d'autre que le miroir inversé de ceux de la droite régionale.

La convocation d'une incertaine Assemblée constituante s'apparente à **une fuite en avant du gouvernement de Nicolás Maduro**, dont le soutien populaire s'effrite dans les urnes comme dans la rue. Il est certain que les manifestations contre le gouvernement sont plus ou moins véhémentes selon les régions, mais l'affirmation selon laquelle il n'y a que les riches d'Altamira ou de l'est de Caracas qui s'opposent au gouvernement est démentie par la défaite écrasante du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) aux élections législatives de 2015. Pour cette raison, il n'y a pas eu d'élections régionales (ni syndicales) ensuite. Pour cette raison encore, la Constituante a été façonnée de manière à ce qu'elle combine le vote citoyen avec le vote territorial et celui des entreprises, dans une créolisation vivace habillée de principes révolutionnaires. Le fait que davantage d'électeurs se soient rendus aux urnes le dimanche 30 juillet 2017 pour l'Assemblée constituante que lors des meilleures périodes de la révolution bolivarienne constitue en effet « *un miracle* », comme l'a qualifié Nicolás Maduro, même en tenant compte de l'énorme pression sur ceux qui ont des emplois publics et qui reçoivent diverses aides sociales.

*Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.*

Si le populisme possède un noyau démocratique irréductible en dépit des tensions subies par les institutions, cela tient à l'appui plébiscitaire de l'électorat. Sans celui-ci, le pouvoir dépend toujours plus de l'appareil militaire, comme on le voit en ce moment au Venezuela. Si Maduro disposait d'une majorité, il pourrait convoquer un référendum révocatoire, le remporter et ainsi refermer, au moins temporairement, la crise politique, comme l'ont fait

en leur temps Hugo Chavez et Evo Morales. Au Venezuela, la circonstance aggravante tient dans le fait que les militaires font partie intégrante des schémas de la corruption institutionnalisée, avec un accès aux dollars au taux de change officiel grâce à des importations « gonflées » ou directement inventées de médicaments ou d'aliments (qu'ils peuvent ensuite changer sur le marché parallèle avec d'énormes profits), à la contrebande d'essence ou à celle d'autres biens licites et probablement illicites. Pire encore, la gestion de l'État est devenue **un autoritarisme chaotique**, avec des pénuries, des pannes d'électricité, de la violence urbaine incontrôlée et la dégradation morale du processus bolivarien. Tout attribuer à la « *guerre économique* » (le terme gouvernemental pour qualifier la crise dans laquelle se trouve le pays) est absurde – la Bolivie et l'Équateur ont géré leurs économies raisonnablement bien.

Néanmoins, une partie de la gauche latino-américaine défend le « madurisme » au nom de la révolution et de la lutte des classes. L'analyse empirique s'efface au profit d'un recours générique au peuple, à l'anti-impérialisme et contre la droite factieuse. Revenons à Russell : si nous sommes disposés à payer le prix des méthodes répressives de Maduro, quels résultats espérons-nous ? Qu'attendent ceux qui, avec des déclarations grandiloquentes, ont annoncé que le dimanche 30 juillet était un jour historique ayant vu le peuple triompher face à la contre-révolution ? Quel ciel souhaitons-nous prendre d'assaut ? Il est symptomatique que l'Assemblée constituante ne soit même pas accompagnée d'une ambition réformatrice minimale et qu'elle soit justifiée uniquement au nom de la paix, ce qui montre clairement qu'il s'agit d'une manœuvre plutôt que d'une nécessité de la « révolution ».

Il est difficile de croire qu'après l'échec ou la marginalisation des différentes expériences « anticapitalistes » mises en œuvre depuis 2004 (quand Chavez a embrassé le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle), il reste possible aujourd'hui de s'engager vers un nouvel horizon radical de changement social. Ce n'est pas la première fois, ni la dernière, qu'au nom

du dépassement de la « démocratie libérale », on supprime la démocratie avec le libéralisme. Ce n'est pas un hasard non plus si une grande partie de la gauche qui célèbre la « mère de toutes les batailles » vénézuélienne admire Kadhafi et son Livre vert. En Libye, le « chef spirituel » a poussé à l'extrême le remplacement de la démocratie libérale par un État de masse (la *Yamahiriya*) fondé sur son pouvoir personnel et sur une police secrète efficace qui a éradiqué le problème de la dissidence...

Il s'agit d'une gauche que l'on pourrait dénommer « nationale-stalinienne ». Une appellation idéale, qui permet de définir un espace rassemblant le populisme latino-américain et la nostalgie stalinienne (des éléments qui, par le passé, se conjuguèrent mal). De ce mélange se dégage une sorte de « **structure de sentiment** » qui combine la rhétorique hyperbolique, une analyse sociale et politique étroite, un binarisme appauvrissant et une vision moralisatrice (à défaut d'analystes marxistes de l'impérialisme, on y trouve des moralisateurs enthousiasmés par les avantages des nouveaux pouvoirs comme la Chine ou le retour de la Russie, sans parler des sympathies avec Bachar al-Assad et d'autres héros de l'anti-impérialisme). Dans la mesure où la marée rose latino-américaine se retire, le populisme démocratique qui expliquait la vague de gauche dans la région perd de sa force, et cette sensibilité nationale-stalinienne gagne en visibilité et en influence au sein des gouvernements en déclin ou parmi les gauches affaiblies. Le national-stalinisme est une espèce de populisme minoritaire qui, lorsqu'il gouverne, agit comme s'il résistait depuis l'opposition. C'est pour cela qu'il gouverne si mal.

### **Articuler le socialisme et la démocratie demeure un programme à l'ordre du jour pour la gauche**

Aujourd'hui, il est devenu courant de comparer le Venezuela de 2017 au Chili de 1973. Il est évident que les gouvernements populo-démocratiques affrontent les réactions antidémocratiques des droites conservatrices fréquemment appuyées par les États-Unis et qu'il est nécessaire de les affronter, y compris

en recourant à des états d'exception ponctuels. Mais cette comparaison ne tient pas compte de nombreux « détails ». Tout d'abord, Salvador Allende était confronté à des forces armées soi-disant institutionnelles mais hostiles, desquelles a émergé Augusto Pinochet. Au Venezuela, en dépit de sections antidémocratiques dans l'opposition (il suffit de se souvenir du coup d'État avorté de 2002), les forces de sécurité sont jusqu'à maintenant du côté du gouvernement. Et leur puissance de feu reste intacte.

Par ailleurs, le gouvernement chilien n'était pas atteint par l'inefficacité ni la corruption interne du chavisme actuel, où elles sont désormais structurelles. Peut-être la comparaison avec le Nicaragua est-elle plus enrichissante : l'ingérence impérialiste y fut sanglante et elle éroda très fortement le pouvoir sandiniste. Peut-on comparer cette offensive criminelle avec les sanctions économiques contre Maduro qui, sans doute, ne détient pas de compte bancaire aux États-Unis ? Ou avec la stratégie des « coups d'État de quatrième génération », consistant à appliquer les recettes contenues dans un livre du quasi-nonagénaire **Gene Sharp** que l'on peut télécharger sur Internet ? L'empire conspire partout, mais dans les autres pays de l'ALBA, plus ou moins bien administrés, la nourriture ne manque pas sur les marchés et, dans le cas de la Bolivie, les résultats macro-économiques sont loués par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Quand les gouvernements conservent l'appui de la majorité, le populisme démocratique maintient à distance les nationaux-staliniens, car les réflexes majoritaires et démocratiques restent actifs et résistent à l'enfermement autoritaire.

Les parallèles que l'on peut tisser entre le sandinisme tardif et le chavisme actuel résident dans la corruption comme mécanisme d'érosion interne et de dégradation morale qui, dans le cas du Nicaragua, s'est achevé d'abord en défaite, puis en retour – contre la majorité de la vieille garde sandiniste – du **couple Ortega-Murillo**. Celui-ci est désormais vissé au pouvoir grâce à sa conversion au catholicisme anti-avortement et à une nouvelle et bizarre religion étatique, combinée à un pragmatisme étonnant vis-à-vis des entreprises publiques et privées – toujours plus imbriquées au

Nicaragua. Est-ce que le prix à payer au Venezuela serait une sorte d'« orteguisme » avec du pétrole ? Ou alors d'écouter ces quelques intellectuels qui réclament de traiter l'opposition avec une main de fer ?



Chavez, Kirchner, Correa, Lula, Morales en 2007. La belle époque de la « décennie gagnée » par la gauche en Amérique latine. © Reuters

Il est important que la gauche se différencie de l'antipopulisme – avec ses aspects élitistes, revanchistes et souvent autoritaires. Mais mépriser la perspective d'une radicalisation démocratique, en accusant les libéraux qui pointent les déficits démocratiques glissant vers un néo-autoritarisme décadent, ne fait que favoriser les nouvelles droites régionales. Au lieu de se battre pour le sens de la démocratie contre les visions qui la réduisent à la liberté du marché, à la postpolitique ou au républicanisme conservateur, les nationaux-staliniens l'abandonnent et se barricadent dans une « résistance » incapable de régénérer la prééminence que la gauche avait conquise en Amérique latine lors de la « *décennie gagnée* ». Ce qui était défendable au nom du « *socialisme au XXI<sup>e</sup> siècle* » est devenu une parodie des années 70.

Articuler le socialisme et la démocratie demeure un programme à l'ordre du jour pour la gauche : le risque opposé, que nous vivons actuellement, est de défendre une démocratie sans contenus égalitaires ni projets réformistes capables de contrarier les processus actuels de dé-démocratisation. Par conséquent, s'agissant du Venezuela, la social-démocratie latino-américaine et européenne ne peut pas aller plus loin dans son soutien à l'opposition rassemblée autour de la table démocratique (MUD, la coalition de l'opposition vénézuélienne). Une sortie de crise négociée au Venezuela ne peut se fonder uniquement sur la normalisation de la démocratie politique : elle doit inclure une défense

des droits économiques de la population (un agenda de démocratie économique) contre ceux qui, dans l'opposition, cherchent une sortie à la manière de Michel Temer au Brésil au nom d'un **revanchisme** élitiste et antichaviste.

Face aux dangers d'une « témérisation » du Venezuela, les nationaux-staliniens peuvent s'avérer contre-productifs : la dévalorisation croissante du socialisme, grâce à la mal-gouvernance de Maduro et au retour de l'association socialisme-pénuries-files d'attente, permet aux forces pro-marché de gagner du terrain et un appui social. Pourtant la tentation de construire un socialisme douteux par la force, au nom d'un peuple abstrait et contre un peuple manipulé, continue de capter l'imagination et l'enthousiasme d'une partie de la gauche militante. La « bulle à filtres » des réseaux

sociaux renforce les convictions et la postvérité à la manière des espaces (violents) de sociabilité antipopulistes.

Malheureusement, sans une gauche plus active et créative au sujet du Venezuela, l'initiative régionale reste aux mains de la droite. Examinons ces processus de manière critique et faisons tout notre possible pour que Caracas ne soit pas notre mur de Berlin du XXI<sup>e</sup> siècle.

*Traduit de l'espagnol par Thomas Cantaloube*

### Boite noire

Pablo Stefanoni est journaliste et historien. Ancien directeur de l'édition bolivienne du *Monde diplomatique*, il est aujourd'hui rédacteur en chef de la revue *Nueva Sociedad*, dans laquelle cet article est paru.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.